



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Quebec-solidaire-demande-au-gouvernement-d-agir-pour-mettre-fin-a-la-crise-qui>

**Québec solidaire demande au
gouvernement d'agir pour
mettre fin à la crise qui secoue
la Commission des droits de la
personne et des droits de la
jeunesse**

Date de mise en ligne : jeudi 2 novembre 2017

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

QUÉBEC, le 2 nov. 2017 - Le porte-parole de Québec solidaire, Gabriel Nadeau-Dubois, demande au gouvernement de mettre fin à la crise de leadership qui secoue la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Il a déposé une motion en ce sens à l'Assemblée nationale aujourd'hui.

« Je demande deux choses au gouvernement aujourd'hui. D'abord, il doit accélérer le processus de sélection des candidatures afin de nommer une nouvelle vice-présidente. Il doit s'assurer ensuite que la Commission ait toutes les ressources nécessaires pour assurer sa mission. On l'entend de plus en plus et c'est troublant : des personnes qui travaillent au sein même de la Commission affirment qu'il y a un manque. C'est une institution importante au Québec pour défendre et promouvoir les droits collectifs de tous les Québécoises et Québécois. Le gouvernement doit s'assurer que nous ayons une Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse fonctionnelle », affirme-t-il.

Voici la motion déposée par le député de Gouin et adoptée par l'Assemblée nationale :

« Que l'Assemblée nationale prenne acte de la situation difficile que traverse la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec ;

Qu'elle réitère l'importance de cette institution pour la défense des droits individuels et collectifs de tous les Québécois et Québécoises ;

Qu'elle invite le gouvernement à soumettre à l'Assemblée, dans les meilleurs délais, une candidature à la vice-présidence, responsable du mandat Charte ;

Que l'Assemblée nationale demande au gouvernement de s'assurer que la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec ait les ressources nécessaires afin d'accomplir son mandat. »